



## Grève de l'Education nationale de jeudi: «Cette journée et cet appel sont historiques»

Toutes les fédérations de l'Education nationale du public appellent à faire grève ce jeudi, dans une «journée blanche». Une unité de la communauté éducative «exceptionnelle», selon l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, qui estime que Jean-Michel Blanquer n'a pas «mesuré l'exaspération du personnel». Au fil des jours, la liste des fédérations de l'Education nationale appelant à la grève jeudi n'a cessé de s'allonger. La traînée de poudre parvenant même jusqu'aux chefs d'établissements et inspecteurs, connus pour se tenir habituellement à l'écart de ce genre de mouvement social. Faisant fi de leurs désaccords, toutes les fédérations du public ont ainsi répondu présentes, épaulées par les infirmières, plusieurs syndicats du privé et les parents d'élèves. La FCPE s'est jointe ce lundi à l'action en appelant les parents à ne pas envoyer leurs enfants à l'école et à sanctuariser une «journée blanche» Submergée par la vague omicron, la communauté éducative compte bien faire entendre son mécontentement face à un protocole faiblard en forme de girouette, une gestion chaotique des absences d'enseignants, un manque de moyens criant et un mépris sous-jacent. Historien de l'éducation, Claude Lelièvre revient sur cet appel unanime «historique».

Toutes les fédérations syndicales de l'Education nationale appellent à la grève jeudi. En quoi est-ce historique ?

Depuis de très nombreuses années, nous n'avons pas vu un ensemble aussi compact et unitaire de syndicats, à la fois du premier, du second degré, mais aussi de l'encadrement. C'est tout à fait exceptionnel. De ce point de vue là, cette journée et cet appel sont manifestement historiques. C'est indiscutable. Jusqu'alors il y a eu des moments particulièrement mobilisateurs, mais, souvent, on retrouvait le premier degré d'un côté, le second degré de l'autre. Cet ensemble de tous les syndicats du public avec, en plus, le soutien de l'encadrement, c'est tout à fait inédit pour une journée de mobilisation.

Comment expliquer cette unité ?

Je pense qu'il y a plusieurs éléments : les personnels ont le sentiment que la situation sanitaire ne peut pas être maîtrisée, que les consignes données sont à la fois tardives et éventuellement précipitées, qu'on ne s'adresse pas à eux. Mais surtout, les personnels se sont sentis au fond de la troisième roue du chariot dans cette affaire. Ce sentiment n'a pas arrêté de monter, le ministre s'est toujours adressé d'abord à l'opinion, avec des mesures souvent improvisées et légères.

A quoi s'ajoute le sentiment, pour la communauté éducative, de ne pas être reconnue, avec une cerise sur le gâteau : avoir parlé des absences pour contaminations au Covid-19 des enseignants sous le label d'«absentéisme». Ça, c'est une véritable muleta pour le personnel. C'était délibéré de la part de Jean-Michel Blanquer, ce qui n'est pas neutre. Il se décharge ainsi d'un certain nombre d'absences et de non-remplacement sur les personnels en les accusant d'être coutumiers du fait. Il ne faut jamais oublier que Claude Allègre [ministre de l'Education nationale de 1997 à 2000, ndlr] a été détesté dans le secondaire pendant tout son mandat justement car il avait commencé par accuser les enseignants d'absentéisme. Ce n'est pas un détail.

Blanquer a choisi entre deux maux ce qu'il croyait être le moindre, à savoir s'adresser à l'opinion. Je pense qu'il n'a pas mesuré l'exaspération du personnel. Dans ces cas, le symbolique compte. Un exemple avec Xavier Darcos, particulièrement détesté dans le



primaire. En parlant des 2-3 ans – ce qui n'avait pas été compris comme ça – il avait dit qu'il n'y avait pas besoin d'avoir un master pour changer des couches . L'ensemble de la corporation s'est senti non reconnu et méprisé. Ce sentiment a également monté pendant tout le quinquennat Macron.

Cela va bien au-delà de la gestion de la crise sanitaire...

Oui. Le fait que l'appel se soit propagé à ce point, que même la CFDT ait rejoint le mouvement, montre bien à quel point il y a exaspération. Au fond, celui qui n'est pas dans la grève est traître à sa corporation. Sur quoi tout cela peut-il déboucher ? A minima, que le ministre change de ton.

A-t-on connu dans le passé un mouvement aussi large ?

La corporation n'est, en général, pas unanime. Il y a souvent des divisions au niveau syndical, les sujets d'éducation étant plus clivants que rassembleurs. Mais la communauté éducative peut être unanime en revanche si elle se sent délaissée, agressée ou abaissée. Ce qui est le cas ici. Avec Allègre, on n'était pas loin de ça aussi. On avait de très fortes mobilisations, mais tout de même, pas aussi unanimes qu'aujourd'hui.

